

Tabel 9. : Doelstellingen voor verpakkingen die sommige nijverheidsproducten bevatten

Overeenkomstig de wet op de milieutaksen zijn de gewesten verantwoordelijk voor de attestatie van de bereikte resultaten voor bovenvermelde verpakkingen. Het Vlaamse Gewest volgt dan ook de uitvoering van de wet op de milieutaksen van nabij op.

4 Monitoring

In het kader van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval werd de interregionale Verpakkingscommissie opgericht. De interregionale Verpakkingscommissie heeft ondermeer als taakcontrole uit te voeren op het al dan niet bereiken van de opgelegde doelstellingen voor verpakkingsafval van huishoudelijke en bedrijfsmatige oorsprong. Hiertoe wordt een databank opgesteld aan de hand van de gegevens die van de verschillende actoren werden verkregen in het kader van de informatieplicht.

Noten-Referenties :

(1) info Fost Plus, 11, Brussel, Fost Plus, 1996.

(2) Alle verpakking die aldus is ontworpen dat zij voor de eindgebruiker of consument op het verkooppunt een verkoopenheid vormt - artikel 2, 2° van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

(3) Verklarende nota betreffende de potentiële markt van commerciële en bedrijfsmatige verpakkingen en de gerecycleerde en gevaloriseerde hoeveelheden, PriceWaterhouseCoopers, 1998, 18 blz.

(4) De verpakkingsverantwoordelijke die zijn producten heeft verpakt of heeft doen verpakken in België met het oog op of naar aanleiding van het op de Belgische markt brengen ervan en die per jaar met minstens 10 ton verpakkingen goederen heeft verpakt of doen verpakken.

(5) Voor meer informatie in verband met deze acties wordt verwezen naar deel 3 van het Uitvoeringsplan Huishoudelijke Afvalstoffen 1997-2001

(6) Voor meer informatie in verband met deze acties wordt verwezen naar deel 3 van het Uitvoeringsplan Huishoudelijke Afvalstoffen 1997-2001.

(7) Deze actie werd eveneens opgenomen in het MINA-plan 2 - Actie 44

(8) Gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2483

[99/29375]

21 JUN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'acquisition, la location et l'utilisation de véhicules destinés aux Services du Gouvernement de la Communauté française, à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française et aux Cabinets des Ministres Membres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, notamment l'article 10;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 11 mars 1999 et le 21 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 juin 1999;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 31 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux Services du Gouvernement de la Communauté française, aux organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ainsi qu'aux Cabinets des Ministres Membres du Gouvernement de la Communauté française, ci-après appelés l'administration.

Art. 2. Les véhicules de fonction et de service composant le charroi de l'administration sont soit acquis en pleine propriété soit loués.

L'acquisition ou la location d'un véhicule de fonction ou de service visé à l'alinéa 1er est soumise aux limites suivantes :

Grade, fonction ou destination	Puissance fiscale maximale	Cylindrée maximale	Prix maximal d'acquisition du véhicule au moment de la conclusion du contrat d'achat ou de location
Directeur de Cabinet; Secrétaire général; Administrateur général; Président du Conseil d'administration de l'O.N.E.; Fonctionnaire dirigeant (rang 16 au moins) ou fonctionnaire dirigeant adjoint (rang 16 au moins) d'un organisme d'intérêt public;	13 CV	2550 cc	750 000

Grade, fonction ou destination	Puissance fiscale maximale	Cylindrée maximale	Prix maximal d'acquisition du véhicule au moment de la conclusion du contrat d'achat ou de location
Pour l'administration et les cabinets avec chauffeur de profession;	11 CV	2150 cc	479 000
Pour l'administration et les cabinets sans chauffeur de profession;	8 CV	1600 cc	364 000
Camionnettes ou minibus	11 CV	2500 cc	582 000

Le prix maximal visé à l'alinéa précédent s'entend du prix d'acquisition, prix de base et options éventuelles, T.V.A. non comprise. Ce prix est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ce prix est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Toute acquisition de véhicule doit être préalablement soumise à l'avis de l'Inspection des Finances.

Art. 3. Il est délivré chaque année au Ministre de la Fonction publique et à l'Inspection des Finances un inventaire du parc de véhicules automobiles composant le charroi de l'administration.

L'inventaire reprend notamment le kilométrage de chaque véhicule.

Les parcours effectués au moyen d'un de ces véhicules ne donnent droit à aucune indemnité. Tous les frais résultant de l'utilisation et de l'entretien desdits véhicules sont à charge du budget de la Communauté.

Pour ce qui concerne les cabinets ministériels, les besoins en véhicules sont déterminés au départ de la liste des véhicules repris des cabinets précédents et en tenant compte du nombre, des caractéristiques, de l'âge et du kilométrage des véhicules se trouvant dans chaque cabinet.

Art. 4. Les Directeurs de cabinet, le Président du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les fonctionnaires dirigeants et fonctionnaires dirigeants adjoints de rang 16 au moins des organismes visés à l'article 1er ainsi que les membres du Collège restreint des fonctionnaires généraux visé à l'article 12 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ont le choix entre disposer en permanence d'un véhicule de fonction appartenant à l'administration avec chauffeur et utiliser leur véhicule personnel pour leurs déplacements de service en application de l'article 16 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour ce qui concerne l'acquisition ou la location d'un véhicule de fonction visé à l'alinéa 1er, il peut être recouru au crédit-bail (leasing) à la condition que ce contrat couvre un usage de 100 000 km au moins.

Le crédit-bail avec levée d'option d'achat est assimilé, au moment de la levée de l'option d'achat, à une acquisition en pleine propriété.

Le crédit-bail sans levée d'option d'achat est assimilé à une simple location.

Pour ce qui concerne l'utilisation d'un véhicule personnel en application de l'alinéa 1er, l'article 16 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est modalisé comme suit :

1° les bénéficiaires disposent d'un quota kilométrique forfaitaire annuel de 25 000 km et sont assistés d'un chauffeur;

2° la puissance imposable du véhicule qui détermine le taux de l'indemnité kilométrique est de 11 CV maximum.

Pour les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française peut réduire, compte tenu de la situation spécifique de chacun des bénéficiaires, le quota kilométrique forfaitaire annuel visé à l'alinéa précédent.

Art. 5. Les véhicules de service appartenant à l'administration, avec ou sans chauffeur, ne peuvent être utilisés par les membres du personnel qu'aux fins de déplacements professionnels et dans les conditions fixées, soit par le Secrétaire général, sur proposition du Collège restreint des fonctionnaires généraux, soit par le fonctionnaire dirigeant l'organisme d'intérêt public soit par le Ministre ou le membre de son Cabinet qu'il désigne à cette fin, chacun pour ce qui concerne le charroi qui relève de l'administration qu'il dirige.

Art. 6. A l'issue d'un délai de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions peut fixer, après avis de l'Inspection des Finances, d'autres prix maxima que ceux visés au tableau repris à l'article 2 lorsqu'une hausse des prix du marché des véhicules est intervenue.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2483

[99/29375]

21 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop, het huren en het gebruiken van voertuigen bestemd voor de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor sommige instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap en voor de Kabinetten van de Ministers die lid zijn van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1; Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 maart 1999 en 21 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 2 juni 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van 31 mei 1999 van de Regering,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, op de instellingen van openbaar nut die afhangen van het Comité van Sector XVII alsook op de Kabinetten van de Ministers die lid zijn van de Regering van de Franse Gemeenschap, hierna het bestuur genoemd.

Art. 2. De functie- en de dienstwagens waaruit het wagenpark van het bestuur bestaat worden ofwel in volle eigendom gekocht ofwel gehuurd.

De aankoop op de huur van een functie- of een dienstwagen bedoeld bij lid 1 is ondergeschikt aan de volgende beperkingen :

Graad, ambt of bestemming	Maximale paardekracht	Maximale cilinderinhoud	Maximale aankoop-prijs van de wagen op het ogenblik van het afsluiten van het aankoop- of huurcontract
Directeur van het Kabinet; Secretaris-generaal; Administrateur-generaal; Voorzitter van de Raad van Bestuur van de "ONE"; Leidend ambtenaar (ten minste rang 16 of adjunct-leidend ambtenaar (ten minste rang 16) van een instelling van openbaar nut;	13 PK	2550 cc	750 000
Voor het bestuur en de kabinetten met beroepsbestuurder;	11 PK	2150 cc	479 000
Voor het bestuur en de kabinetten zonder beroepsbestuurder;	8 PK	1600 cc	364 000
Bestelwagens of minibussen	11 PK	2500 cc	582 000

Onder maximale prijs bedoeld bij vorig lid moet verstaan worden de aankoopprijs, basisprijs en eventuele opties, exclusief BTW. Deze prijs is gekoppeld aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen, overeenkomstig de reglementering bepaald door de wet van 1 maart 1977, houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Deze prijs is gekoppeld aan de spilindex 138, 01.

Elke aankoop van een wagen moet vooreerst het advies krijgen van de Inspectie van Financiën.

Art. 3. Elk jaar wordt er aan de Minister van Ambtenarenzaken en aan de Inspectie van Financiën een inventaris overgemaakt van het voertuigenpark waaruit het wagenpark van het bestuur bestaat.

In de inventaris wordt er onder meer nota genomen van de kilometerstand van elke wagen.

De trajecten afgelegd met een van die wagens geven geen recht op een vergoeding. Alle kosten voortvloeiend uit het gebruik en het onderhoud van bedoelde wagens vallen ten laste van de begroting van de Gemeenschap.

Wat de ministeriële kabinetten betreft, worden de behoeften inzake wagens bij de aanvang bepaald rekening gehouden met de lijst van de wagens die van de vorige kabinetten zijn overgenomen en rekening gehouden met het aantal, de kenmerken, de ouderdom en de kilometerstand van de wagens die zich in elk kabinet bevinden.

Art. 4. De directeurs van de kabinetten, de voorzitter van de raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", de leidend ambtenaren en adjunct-leidend ambtenaren van ten minste rang 16 van de bij artikel 1 bedoelde instellingen alsook de leden van het beperkt College van ambtenaren-generaal bedoeld bij artikel 12 van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap hebben de keuze : ofwel bestendig beschikken over een functiewagen met autobestuurder eigendom van het bestuur, ofwel hun eigen wagen gebruiken voor hun verplaatsingen in dienstverband, in toepassing van artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Wat de aankoop of het huren van een functiewagen betreft bedoeld bij lid 1, kan er gebruik gemaakt worden van de langdurige huur (leasing) op voorwaarde dat dit contract een gebruik van ten minste 100 000 km dekt.

De langdurige huur met uitoefening van het optierecht op aankoop wordt gelijkgesteld op het ogenblik van de uitoefening van het optierecht op aankoop met een aankoop in volle eigendom.

De langdurige huur zonder uitoefening van het optierecht op aankoop wordt gelijkgesteld met een gewone huur.

Wat het gebruik van een eigen wagen betreft in toepassing van lid 1, wordt artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten als volgt onderverdeeld :

1° de gerechtigden beschikken over een jaarlijks forfaitair quotum van 25 000 kilometers en krijgen de bijstand van een autobestuurder;

2° de belastbare kracht van de wagen die het cijfer van de kilometervergoeding bepaalt is ten hoogste 11 PK.

Voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap kan de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap het jaarlijks forfaitair quotum van de kilometers bedoeld bij vorig lid inkorten, rekening houdend met de specifieke toestand van ieder gerechtigde.

Art. 5. De dienstwagens die tot het bestuur behoren, met of zonder autobestuurder, mogen enkel door de personeelsleden worden gebruikt voor verplaatsingen in beroepsverband en onder de voorwaarden bepaald ofwel door de secretaris-generaal op de voordracht van het beperkt College van ambtenaren-generaal, ofwel door de ambtenaar die de leiding heeft van de instelling van openbaar nut ofwel door de Minister of lid van zijn Kabinet dat hij daartoe aanstelt, ieder wat het wagenpark betreft dat van het bestuur afhangt dat onder zijn leiding staat.

Art. 6. Op het einde van een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, na advies van de Inspectie van Financiën, andere maximale prijzen vaststellen dan deze bedoeld in de tabel van artikel 2 wanneer een verhoging van de marktprijzen van de wagens zich heeft voorgedaan.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2484

[S - C - 99/27596]

3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les tâches auxiliaires et spécifiques au sein de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20, modifié par le décret du 22 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 1995 fixant les tâches spécifiques du T-Service Intérim de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FORÉm);

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 300 du Comité de secteur XVI, établi le 25 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi s'est engagé, conformément au contrat de gestion conclu entre son Comité de gestion et le Gouvernement wallon, dans un processus de modernisation impliquant la redéfinition de son organisation et de ses méthodes de travail et que les chantiers expérimentaux destinés à valider un certain nombre d'hypothèses de travail relatives à cette redéfinition vont incessamment commencer et que, dès lors, tout retard dans l'adoption de cet arrêté aurait pour effet, en le privant des ressources humaines nécessaires, d'empêcher l'Office de mener le processus de modernisation dans lequel il s'est engagé alors qu'il doit évoluer dans un contexte rendu de plus en plus concurrentiel par la présence croissante d'opérateurs privés actifs sur le marché de l'emploi;